

que cela réponde de manière réellement satisfaisante à ce qu'on doit attendre d'un monarque constitutionnel. Nous admettons que Sa Majesté a eu d'excellents représentants au pays. Je pense particulièrement à ses représentants actuel et précédent, tous deux des Canadiens dont nous pouvons tous être fiers. Mais, pour continuer d'avoir une monarchie constitutionnelle au Canada, Sa Majesté doit nous honorer plus fréquemment de sa présence.

Il m'a été agréable d'entendre le premier ministre annoncer que l'on prenait des dispositions pour que Sa Majesté visite le Canada l'année du centenaire. Toutefois, si ce doit être un autre voyage épuisant qui n'aura d'autres résultats que de nuire à la santé de Sa Majesté, tout en ne permettant pas à ses sujets canadiens de bien la voir ou de la connaître comme il convient, je mets en doute l'utilité de ce voyage.

La proposition que je vais faire n'aurait pas été possible il y a 50, 25 ou peut-être même 10 ans. Mais à cause des progrès dans le domaine du transport, bien des choses impensables autrefois sont maintenant devenues possibles. A mon avis, il faudrait profiter de ces changements et adapter notre régime politique et économique selon les progrès de la science. Il y a un demi-siècle, il aurait fallu plus de temps à Sa Majesté pour se rendre de Londres à mi-chemin de la frontière écossaise qu'il ne lui en faudrait de nos jours pour venir à Ottawa par avion.

J'estime, comme de nombreux autres députés, que Sa Majesté devrait séjourner plus longtemps dans son royaume du Canada. Je ne vois pas pourquoi Sa Majesté ne pourrait présider au moins à l'ouverture de chaque nouvelle législature et demeurer au Canada durant une certaine partie de l'année ou du moins venir ici tous les deux ans. J'espère qu'alors, Sa Majesté ne serait pas astreinte à entreprendre des tournées épuisantes dans le pays, mais qu'elle aurait la chance de visiter en toute tranquillité les diverses régions de son royaume canadien et faire la connaissance de ses sujets sans formalité et sans les contraintes exercées par le passé.

Je soulève la question car, comme je l'ai dit tantôt, Sa Majesté est aussi souveraine de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et des autres pays que j'ai mentionnés. Ces pays pourraient aussi présenter des requêtes analogues. En outre, comme le siège traditionnel de la royauté est le Royaume-Uni, ces questions pourraient faire l'objet de consultations entre les membres du Commonwealth en cause.

Nous avons un secrétariat du Commonwealth dirigé par un fonctionnaire canadien éminent, M. Arnold Smith, dont nous sommes tous fiers et ce secrétariat pourrait bien étudier la question.

Certains pourraient dire: Si Sa Majesté réside au Canada, où demeurera-t-elle? La réponse est simple. Le gouvernement pourrait voter des fonds—peut-être rogner un peu les sommes allouées à l'Exposition universelle s'il le faut—et aménager une annexe à Rideau Hall pour procurer à Sa Majesté une résidence permanente lorsqu'elle vient au Canada. Ce serait merveilleux, à mon avis, si l'on pouvait annoncer, pendant l'année de notre centenaire, que Sa Majesté sera reine du Canada non par représentation mais en y séjournant quelques semaines chaque année.

J'aimerais maintenant dire quelques mots de nos relations avec l'Amérique latine. De temps en temps, le gouvernement donne à entendre qu'il est sur le point—mais pas tout à fait prêt—de devenir membre de l'Organisation des États américains. C'est un sujet controversé dans notre pays, depuis un certain nombre d'années. Nombre d'entre nous ont exprimé des opinions pour et contre cette décision.

Il serait fort peu avisé pour le Canada de devenir membre de l'Organisation des États américains dans son état actuel. Si on parvenait à la transformer au moyen de quelque arrangement, il pourrait être bon alors de s'y associer mais il serait très inopportun de le faire dans les circonstances actuelles. Si l'on en veut la preuve, on n'a qu'à examiner attentivement ce qui s'est passé lors de la crise en République dominicaine. Si le Canada avait alors été membre de l'Organisation, cela aurait nui à ses rapports avec Washington ou avec les pays d'Amérique latine. Nous aurions été pris entre l'arbre et l'écorce. Cela n'aurait pas été avantageux pour nous du tout. A l'heure actuelle, nos relations diplomatiques et commerciales avec tous les pays d'Amérique latine sont excellentes et je n'anticiperais que des ennuis si nous devenions membre de cette organisation dans son état actuel.

Je sais que plusieurs députés qui s'intéressent aux affaires étrangères, de même que certains hauts fonctionnaires de la fonction publique et autres Canadiens qui portent un intérêt semblable à ces questions, ont été soumis, disons, à de fortes pressions par des personnes intéressées tant des États-Unis que des pays d'Amérique latine. Les Latins d'Amérique m'ont dit, comme à d'autres députés: Nous aimerions voir le Canada devenir mem-